



DEBRAY
AVOCAT

CONVENTION D'HONORAIRES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Cabinet Aurélien DEBRAY, Avocat au Barreau de NANTES, y exerçant 11 rue Franklin – 44000
NANTES ; tél. : 07.89.65.72.81 ; mail : cabinet@debray-avocat.com

Ci-après dénommé « L'AVOCAT »

D'UNE PART

ET :

Commune de MAZAN

Ci-après dénommée « LE CLIENT »

D'AUTRE PART

A ETE CONVENU CE QUI SUIIT

1. PREAMBULE

1.1. Situation du CLIENT

LE CLIENT est une collectivité territoriale soumise aux règles de la commande publique et disposant de ressources propres lui permettant d'assurer le règlement des honoraires de L'AVOCAT au titre de la présente mission.

La présente convention d'honoraires est conclue dans le cadre d'une mission de conseil juridique confiée par LE CLIENT à L'AVOCAT, en complément des actes de décision ou de commande pris par la collectivité.

1.2. Absence d'aide juridictionnelle et de protection juridique

LE CLIENT reconnaît que, compte tenu de sa qualité de collectivité territoriale et de son mode de financement, il ne relève pas du bénéfice de l'aide juridictionnelle.

LE CLIENT déclare par ailleurs ne pas bénéficier, pour la présente mission, d'un contrat d'assurance de protection juridique susceptible de prendre en charge, même partiellement, les honoraires de L'AVOCAT. En tout état de cause, il est expressément convenu que d'éventuels barèmes d'assurance ou modalités de remboursement interne ne sauraient se substituer aux honoraires fixés par la présente convention.

2. MISSION DE L'AVOCAT

L'AVOCAT est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts du CLIENT dans le cadre du litige portant sur le bâtiment dit « Maison Pérales », situé sur le territoire de la commune de MAZAN, et plus précisément sur la détermination des actions permettant de sécuriser le bâtiment de façon définitive.

La mission de consultation confiée à L'AVOCAT porte notamment sur l'analyse de la situation au regard de l'historique suivant (arrêtés de péril et de mise en sécurité, rapports d'expertise successifs, ordonnance de référé ordonnant la démolition, démarches relatives aux héritiers et à une éventuelle procédure de biens sans maître ou en déshérence, avis de l'ABF, étude d'ilot et alerte du bailleur social).

Cette consultation a vocation à répondre en particulier aux interrogations suivantes :

- L'opportunité de saisir le tribunal afin de voir désigner un nouvel expert pour examiner l'immeuble.
- La possibilité de se fonder sur l'ordonnance de référé existante pour la transmettre au notaire (représentant ou contact des héritiers) afin de solliciter l'exécution des travaux, à défaut desquels la commune pourrait faire exécuter d'office les travaux, et ce dans un contexte où la démolition complète est contestée par l'ABF ;
- L'examen d'autres solutions juridiques ou opérationnelles envisageables au regard de la situation actuelle du bien et de son environnement.

3. HONORAIRES DE L'AVOCAT

Les parties conviennent de fixer le montant des honoraires de L'AVOCAT **sous forme de forfaits**, et non plus par référence à un taux horaire.

3.2. Forfait principal de consultation

Pour la mission décrite à l'article 2, il est convenu un **forfait principal** couvrant l'ensemble des diligences suivantes :

- Correspondance et échanges (réunions, courriels, échanges téléphoniques) avec les services de la commune et, le cas échéant, avec les intervenants techniques déjà mobilisés ;
- Analyse des pièces du dossier, y compris les arrêtés successifs, rapports d'expertise, rapports de constat des services municipaux, ordonnance de référé, avis de l'ABF, études d'ilot et documents de programmation éventuels ;
- Recherches juridiques relatives aux pouvoirs de police du maire, aux procédures de mise en sécurité, aux biens sans maître ou en déshérence, ainsi qu'aux modalités de prise en charge et de recouvrement des frais de travaux ;
- Préparation, structuration et rédaction d'une **consultation écrite** répondant aux trois axes d'interrogation identifiés ci-dessus (nouvelle expertise / exécution de l'ordonnance de référé et recours au notaire / autres solutions possibles) et proposant, le cas échéant, plusieurs scénarios d'action.

Le montant de ce forfait principal est fixé à la somme de **2 090 € nets de TVA**.

3.3. Forfait complémentaire éventuel

En fonction de l'ampleur des recherches complémentaires à réaliser (par exemple, si des développements plus poussés sont nécessaires sur certaines voies procédurales, ou si une analyse plus détaillée doit être réalisée sur des montages opérationnels alternatifs), les parties conviennent de la possibilité de mettre en place un **forfait complémentaire** plafonné à :

- **380 € nets de TVA**, de sorte que le **montant total des honoraires pour la consultation demeurera compris entre 2 090 € et 2 470 € nets de TVA**, conformément à l'estimation financière initialement portée à la connaissance du CLIENT.

Ce forfait complémentaire ne sera engagé qu'après information et accord préalable du CLIENT (courriel de confirmation ou signature d'un avenant ou d'un devis complémentaire).

3.4. Procédures ou missions ultérieures

Si, à la suite de la consultation, une ou plusieurs procédures devaient être effectivement mises en œuvre (nouvelle expertise judiciaire, procédure de péril, procédure contentieuse, assistance à des négociations, rédaction de conventions, etc.), elles feront l'objet :

- Soit d'une **nouvelle convention d'honoraires** spécifique,
- Soit d'un **avenant** à la présente convention, précisant les honoraires (forfaitaires ou autrement) applicables à ces missions nouvelles.

4. FRAIS ET DEBOURS - DEPLACEMENTS

Outre le règlement des honoraires, LE CLIENT s'acquitte des frais et débours payés à des tiers dans l'intérêt de la mission.

Ces frais seront avancés par LE CLIENT et répercutés le cas échéant sur la partie succombant au titre des dépens.

Les éventuels déplacements en dehors de la ville où est situé le cabinet de l'avocat seront facturés de la manière suivante :

- Déplacement en avion, train, taxi : sur justificatifs
- Une indemnité kilométrique conforme au barème publié par l'administration fiscale, lorsque l'avocat utilise son véhicule personnel

5. TVA

La totalité des honoraires visés dans la présente convention, ainsi que les frais et honoraires de déplacement sont nets de TVA.

6. FACTURATION

Une facture récapitulative sera établie à la fin de la mission de l'avocat, faisant apparaître l'ensemble des provisions versées et des honoraires dus et des débours exposés.

Les pièces justificatives des débours sont jointes à la facture récapitulative.

7. CONTESTATIONS

En cas de contestation relative à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Nantes pourra être saisi à la requête de la partie la plus diligente.

8. MEDIATION

LE CLIENT, s'il le souhaite, peut aussi saisir le médiateur de la consommation de la profession d'avocat :
Médiateur de la consommation de la profession d'avocat

Mme Carole Pascarel

Adresse : 180 boulevard Haussmann, 75008 Paris

Adresse électronique : mediateur-conso@mediateur-consommation-avocat.fr

Site Internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>

LE CLIENT est informé que la saisine du médiateur ne peut intervenir qu'après avoir tenté au préalable de résoudre le litige directement auprès de L'AVOCAT par une réclamation écrite.

9. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le cabinet ne conserve les données que pour la durée nécessaire aux opérations pour lesquelles elles ont été collectées ainsi que dans le respect de la réglementation en vigueur.

À cet égard, les données des clients sont conservées pendant la durée des relations contractuelles augmentée de 3 ans à des fins d'animation et prospection, sans préjudice des obligations de conservation ou des délais de prescription. En matière de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme, les données sont conservées 5 ans après la fin des relations avec le cabinet. En matière de comptabilité, elles sont conservées 10 ans à compter de la clôture de l'exercice comptable.

Les données des prospects sont conservées pendant une durée de 3 ans si aucune participation ou inscription aux événements du cabinet n'a eu lieu.

Les données traitées sont destinées aux personnes habilitées du cabinet, ainsi qu'à ses prestataires.

Dans les conditions définies par la loi Informatique et libertés et le règlement européen sur la protection des données, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, d'interrogation, de limitation, de portabilité, d'effacement.

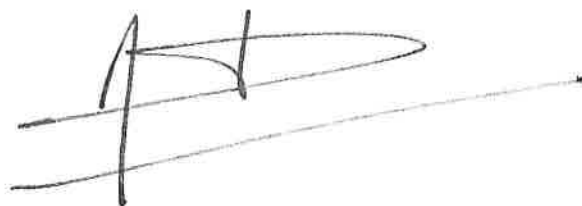
Les personnes concernées par les traitements mis en œuvre disposent également d'un droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime du cabinet, ainsi que d'un droit d'opposition à la prospection commerciale.

Elles disposent également du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont elles entendent que soient exercés, après leur décès, les droits mentionnés ci-dessus par courrier électronique à l'adresse suivante : cabinet@debray-avocat.com ou à l'adresse suivante : 11 rue Franklin, 44000 NANTES, accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé,

Les personnes concernées disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Cnil.

Fait en deux originaux remis à chacune des parties,
A Nantes, le 15 mai 2026

Aurélien DEBRAY



Pour la commune de MAZAN

